

LE RCD APPELLE AU BOYCOTT DES LÉGISLATIVES

«Le rejet est un acte de résistance»

Actes. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) prolonge sa décision de rester en dehors de la prochaine compétition électorale, formalisée lors du conseil national du parti d'avant 4^e congrès, par un appel à un boycott actif des législatives du 10 mai.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le parti, qui a opéré avec un succès notable un renouvellement générationnel au niveau de sa direction, Mohcine Belabas succédant à Saïd Sadi dans la fonction et les charges de président, cingle d'un démenti ceux qui se sont laissés aller à déduire que le rejet du scrutin législatif procédait d'une coquetterie politique.

«Le rejet du vote du 10 mai n'est pas une décision passive ; c'est un acte de résistance qui refuse l'humiliation et l'injustice et honore le combat de ceux qui se sont levés un certain premier Novembre pour abattre l'arbitraire

et permettre à leurs enfants de vivre dans un Etat démocratique et social», conclut-il son appel au boycott, rendu public hier mardi.

Signant une réplique sèche au chef de l'Etat qui, en février, depuis Oran, a posé la similitude entre le vote du 10 mai et le 1^{er} Novembre 1954, le RCD souligne que le rejet du scrutin se veut un prolongement du combat libérateur. Car, pour le parti de Mohcine Belabas, outre la fraude électorale annoncée, les élections législatives ne poursuivent, en définitive, qu'à recomposer les équilibres internes au système. «Destinée à recomposer les équilibres internes au sys-

tème, le simulacre précipitera la crise et mettra en péril la survie de notre pays», prédit le parti, appelant à «une mobilisation citoyenne forte pour un boycott massif qui aggravera l'isolement du régime à l'extérieur et contribuera à donner plus de sens, de solidarité et de force aux luttes menées quotidiennement pour la justice et la liberté dans toutes les régions d'Algérie. En faisant le vide dans les centres de vote, nous démontrerons au monde entier qu'à l'instar de ses voisins, le peuple algérien aspire à la démocratie».

Le parti, qui fut tout au long des mois qui ont suivi les émeutes de janvier 2011 un animateur prépondérant de la contestation politique, ne rate pas d'encore souligner en gras le désastre socio-économique dans lequel l'Algérie est enfermé. Il estime qu'il y a de l'in-

décence à organiser, en pareille contexte, une opération électorale. «Devant ce désastre national, les Algériens assistent depuis des mois à une course indécente aux candidatures à la députation que seules la cupidité et la recherche de l'impunité motivent. Cette course éhontée aux privilèges préfigure l'assemblée qui exécutera toutes les injonctions du pouvoir occulte.»

Le temps a fini, par ailleurs, par donner le temps au parti qui a appréhendé une fraude électorale massive. «Chaque jour, la presse écrite fait état d'irrégularités scandaleuses : dopage de certains candidats par les services spéciaux, achat de signatures, dossier incomplet, vente aux enchères des places sur les listes... Auparavant, le fichier électoral, au lieu d'être assaini, a connu un gonflement

jamais égalé. Des dizaines de milliers de militaires ont été inscrits sur leur lieu d'affectation, en dehors des délais officiels et en violation de la loi. Ces irrégularités qui sont du domaine public n'ont, jusque-là, connu aucune suite officielle», écrit-il, ajoutant que «plus qu'une fraude, le scrutin du 10 mai s'annonce comme une opération de reprogrammation de l'asservissement des citoyens.

Pour masquer son bilan et justifier ses manœuvres, le régime invoque, une fois de plus, le péril islamiste qu'il a produit, encouragé et manipulé depuis l'indépendance. Au lieu d'entendre la demande de changement du peuple algérien, le pouvoir vient de faire voter des lois qui étouffent davantage la société».

S. A. I.

PROCÈS ACHOUR ABDERRAHMANE-BNA

«On a monté une affaire pour me casser»

«Je suis victime d'une machination. Tout a été monté contre ma personne dans le seul but de me porter préjudice et de freiner ma détermination à être un important investisseur dans le secteur des travaux publics. On m'accuse d'un détournement que je n'ai jamais commis.» Achour Abderrahmane est catégorique : «On a monté de toutes pièces mon affaire pour combler un trou bancaire».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'audition de Achour Abderrahmane, le principal mis en cause dans l'affaire du détournement de 21 milliards de dinars de la BNA, a duré près de sept heures.

Son passage à la barre a duré toute l'après-midi de ce lundi, huitième jour du procès. L'ex-milliardaire de la ville de Koléa dira d'emblée au président du tribunal criminel que «les deux experts n'ont pas examiné les chèques ni enquêté avec la société National Plus.

Ils ont seulement imprimé le document élaboré par l'inspection générale de la banque en 2005 l'accusant de détournement». «Si on avait apporté 1957 chèques bancaires avant la rédaction du rapport d'expertise, l'affaire n'aurait pas pris cette ampleur», a-t-il poursuivi.

Pour Achour Abderrahmane, son implication dans cette affaire n'est qu'un complot visant à l'évincer du monde de l'investissement suite à son succès dans le secteur des travaux publics. «Mon entreprise prenait de l'ampleur et là, on a décidé de me freiner. La stratégie mise en place était simple. Monter à mon encontre une affaire et engager par la suite des poursuites judiciaires. Pour preuve, mes détracteurs ont jusque-là réussi leur coup.

Aujourd'hui, je vous dis M. le président, que je n'ai rien à voir dans cette affaire», explique Achour Abderrahmane.

Répondant aux questions du président du tribunal, Achour a indiqué que ses problèmes ont commencé lorsqu'il a créé la société National Plus spécialisée dans les travaux publics, ajoutant qu'il avait alors découvert la valeur du mètre carré dans les transactions

entreprises par les investisseurs dans ce domaine.

C'est dans cette optique, a-t-il ajouté, que «j'étais victime d'un complot», l'impliquant dans une affaire de détournement de deniers publics et émission de chèques sans provision afin de combler le trou financier enregistré en 1998 par la BNA d'un montant de 40 milliards de dinars.

Profitant du climat qui règne durant l'audition de son client, la défense représentée par M^e Lacey a mis à la disposition du tribunal criminel, et ce en séance tenante, des chèques endossés pour le compte de Achour Abderrahmane, «que mon client n'a jamais manipulés».

«C'est une aberration», souligne la défense qui promet d'importantes révélations lors de sa plaidoirie.

251 chèques signés en un temps record

S'agissant de sa fuite au Maroc, Achour Abderrahmane dira qu'elle a été motivée par un appel téléphonique émanant d'un numéro inconnu et l'informant que le président du tribunal de Chéraga (Alger) allait le condamner à trois ans de prison ferme.

Comme il a tenu à apporter à l'attention du président du tribunal criminel que les autorités marocaines lui avaient proposé l'asile politique, offre qu'il a déclinée selon ses dires.

Avant l'audition de Achour Abderrahmane, le tribunal criminel a eu à entendre un autre accusé. Il s'agit de Aïnouche Rabah, associé du princi-

pal accusé. Selon Aïnouche, Achour Abderrahmane a signé, à partir du Maroc, 251 chèques aux montants faramineux en un temps record, alors que de son côté M. Mohamed Reggad a fait savoir que «251 chèques aux montants faramineux ont été émis pendant la période allant de février à septembre 2005 dans le cadre de transactions conclues par les sociétés Maamouna et Natassim, propriétés de Achour Abderrahmane».

Ces transferts de 251 chèques «étaient inhabituels car les chèques ont été émis en l'espace de 18 jours et l'on atteignait parfois 27 chèques par jour», a-t-il ajouté. Il a également été indiqué que l'accusé Achour Abderrahmane se trouvait au Maroc pendant la période de l'émission de ces chèques, sachant qu'il a quitté le pays le 5 février 2005.

Achour Abderrahmane disposait «d'agents à l'extérieur et à l'intérieur chargés de lui transférer les chèques pour qu'il puisse les signer», a précisé Aïnouche Rabah ajoutant que Achour Abderrahmane «gérât de loin comme de près ses sociétés et les comptes bancaires et n'avait pas besoin de spécifier le nom ou le lieu du signataire du chèque».

Pour ce neuvième jour du procès, le président du tribunal criminel a entamé l'audition du sixième groupe d'inculpés où figure l'ex-PDG de la BNA. L'audition des témoins aura lieu ce mercredi et le réquisitoire du ministère public est attendu pour ce jeudi.

A. B.

CONFLIT ENTRE BELKHADEM ET LE COMITÉ CENTRAL DU FLN
Ouyahia n'interfère pas

«Nous avons pour principe de ne pas nous ingérer dans les affaires internes des autres partis.» Autre déclaration du secrétaire général du RND, hôte lundi soir à l'hôtel El Aurassi, à propos du conflit interne au FLN et opposant le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem, et le comité central de ce parti.

En refusant d'interférer dans les affaires internes au FLN, Ahmed Ouyahia adopte une démarche évidente dans le contexte des élections législatives approchantes et même si les deux formations participent à l'Alliance présidentielle.

C. B.

IL A ENTAMÉ HIER
UNE GRÈVE ILLIMITÉE

Le Cnapest exige
des engagements
sur le statut particulier

Reprise de la contestation dans le secteur de l'éducation. Les lycées étaient hier paralysés à l'appel du Cnapest qui entamait une grève illimitée. La réunion avec la tutelle s'est avérée infructueuse faute d'engagements. Le bureau national du Cnapest est décidé à ne pas cesser le mouvement sans arracher d'acquis.

Les lycéens ont dû rebrousser chemin hier. Un scénario qui se reproduira aujourd'hui puisque le Cnapest maintient son appel à une grève illimitée pour exiger la prise en charge de ses propositions dans le cadre de la révision du statut particulier.

Dans une tentative de désamorcer le conflit, la tutelle a convié hier le syndicat autonome à une réunion qui s'est avérée sans résultat. Nouar Larbi, le coordinateur national du Cnapest, révélait hier qu'au terme de ce qu'il qualifie de «prise de contact» avec le département de Benbouzid, aucun engagement n'a été pris. En termes clairs, la tutelle n'a pu ni applaudir les propositions du Cnapest ni s'y opposer, arguant que le document était en phase de préparation. Le ministère de l'Education a fait savoir qu'il était dans l'impossibilité de signer un engagement dans l'état actuel des choses, se contentant de demander le gel de la grève. Une proposition inacceptable pour Nouar Larbi qui considère que le bureau national était souverain et que la réunion de ce dernier ne peut même pas être convoquée tant qu'aucun engagement n'a été pris. Au-delà du ministère de l'Education, c'est le Premier ministre que le Cnapest interpelle. Il lance un appel à Ouyahia afin que l'enseignant soit doté d'un statut digne de la mission qu'il est appelé à remplir et surtout afin d'éviter que la mouture adoptée ne fasse une fois de plus l'objet de contestations puis de révision. Nouar Larbi croit que la volonté politique existe mais gagnerait à être concrétisée.

En attendant, le Cnapest revendique la création du poste de professeur d'enseignement secondaire de formation, de retenir le critère de l'ancienneté dans la promotion du professeur du secondaire à des postes supérieurs, l'intégration des enseignants ayant un diplôme d'ingénieur dans des postes de promotion sans condition aucune, promouvoir les enseignants du technique, les chefs d'atelier et chefs de travaux au grade de professeur du secondaire. Ce même classement est demandé pour les enseignants primés, exerçant au niveau des lycées.

Le Cnapest revendique également la suppression des postes en voie de disparition dans le primaire et le moyen et leur intégration dans le nouveau classement de la fonction, l'établissement de plan de carrière afin de permettre au professeur du secondaire de prétendre au poste de proviseur ou inspecteur du moyen après l'obtention d'un diplôme universitaire, l'indemnisation pour les postes de professeur coordinateur responsable de la matière ou de classe avec leur classement à l'échelon six. Des revendications pour lesquelles le Cnapest maintient intacte la mobilisation.

Nawal Imès